

Le CDH redoute la vengeance du PS et de Défi

■ Dans de récentes déclarations, les leaders de Défi ont attaqué très durement le CDH et le MR.

Jules César a dit : *“Si les Gaulois sont ardens et prompts à entreprendre une guerre, pour supporter les désastres leur esprit est mou et sans résistance.”*

Remplacez “Gaulois” par “humanistes” et vous connaîtrez l’état d’esprit actuel du CDH bruxellois.

Le président de parti, Benoît Lutgen, a appelé, le 19 juin, à mettre le PS dans l’opposition dans les Régions et en Communauté française (ou Fédération Wallonie-Bruxelles). La manœuvre a réussi en Wallonie. Elle a échoué à Bruxelles et est en passe de connaître le même sort à la Communauté française.

“En 2018, on est morts. Ils vont nous le faire payer, surtout le PS.” Ce que craint ce centriste bruxellois, c’est que Défi et le PS, actuels partenaires du CDH au gouvernement bruxellois, se vengent du tour joué par Benoît Lutgen lorsqu’il s’agira de négocier les majorités communales en Région bruxelloise après les élections locales de 2018. *“Avant le 19 juin, quel parti était ostracisé dans le monde francophone ? Le MR”,* vu son isolement au fédéral où il est le seul parti francophone de la majorité. *“Maintenant, c’est nous qui sommes ostracisés”,* abonde une éminence du CDH bruxellois.

Justifié ? Force est de constater, en tout cas, que les socialistes ont très mal pris *“la trahison”* de Benoît Lutgen (dixit Elio Di

Rupo), dénonçant à qui mieux mieux son *“irresponsabilité”* (selon Paul Magnette) ou *“une drôle de façon de faire de la politique autrement”* (pour Rudi Vervoort).

Réactions du même tonneau chez Défi. Et cela, c’est plus surprenant... On sait que le président amarante, Olivier Maingain, a été particulièrement vexé de ne pas avoir été prévenu par Benoît Lutgen de ses intentions. *“Or c’est un homme orgueilleux.”* Et dans ses déclarations, il a été très agressif envers le CDH et le MR, le possible nouveau partenaire.

Quand Défi attaque Willy Borsus

Le 30 juin, dans *“La Libre”*, M. Maingain semblait ouvrir la porte aux libéraux. *“Je ne suis pas dans une logique d’exclusion du MR”,* disait-il. Mais c’était aussitôt pour la refermer, cette porte.

Le 8 août, par exemple, dans un tout autre dossier, celui sur la crise des œufs, Défi attaquait frontalement le nouveau ministre-Président wallon, Willy Borsus (MR), qui était encore ministre fédéral de l’Agriculture au moment du déclenchement du scandale. *“Le ministre Borsus devait communiquer [...] Mais il ne l’a pas fait, donnant la priorité à son emménagement à l’Elysette. C’est une faute grave !”,* dénonçait Défi par voie de communiqué.

Cette sortie peut paraître anecdotique, bien éloignée des préoccupations bruxelloises et francophones. Pourtant, lorsqu’on envisage une idylle avec un partenaire politique, on cherche à le préserver, peu importe le sujet évoqué. Mais depuis deux mois, Défi fait tout le contraire.

Est-ce le signe qu’Olivier Maingain enterre l’idée de former des gouvernements MR-CDH-Défi à Bruxelles et en Communauté française ?

“C’est trop tôt pour le dire”, répond prudemment Jean-Benoît Pilet, politologue à l’ULB. *“On voit que le scénario de l’échec des*

négociations n'effraie pas Défi et qu'il préfère la continuité à Bruxelles et un gouvernement d'unité francophone en Communauté française (PS, MR, CDH, Défi). Cela dit, d'autres éléments laissent penser qu'il ne ferme pas la porte à une majorité avec le MR et le CDH en cas de blocage complet, si les ministres CDH devaient démissionner. Lorsqu'Olivier Maingain propose la suppression du décret d'inscription, c'est un appel du pied au MR.

lonie. Dans cette optique, le CDH devra se poser la question de la possibilité de poursuivre ses alliances avec Défi (à Woluwe-Saint-Pierre, où Benoît Cerexhe est bourgmestre, par exemple). Il est en train de se faire plus d'ennemis que d'amis. En fait, le seul ami qu'il se fait, c'est le MR. Mais il n'y a pas beaucoup de communes wallonnes où le MR pourrait avoir conclu un accord avec le CDH. Et en Région bruxelloise, c'est encore moins évident.

"Dans l'optique communale, c'est sûr que Benoît Lutgen n'a pas joué un bon coup. En même temps, nuance le politologue, ce n'était sans doute pas son pari. Le vrai pari, c'est 2019 (élections fédérales et régionales). Il essaie de polariser le débat autour du MR et du CDH d'un côté, et des partis de gauche de l'autre. Dans ce contexte, il espérait embarquer Défi. Cela ne semble pas être le cas pour le moment. On ressent chez Défi un fort sentiment de trahison envers le CDH." Ça laissera des traces au lendemain du double scrutin 2018-2019. L'Alésia du CDH ?

"Le PS dégage le CDH"

Dans la perspective des élections communales de 2018, M. Pilet confirme le mauvais pressentiment des centristes bruxellois. "Le CDH est dans une posture où, dès que ce sera possible, le PS le dégage, tant à Bruxelles qu'en Wal-

A. C.

Tweets

"Le MR ne peut être au gouvernement bruxellois tant qu'il sacrifie les intérêts des Bruxellois au fédéral."

@OlivierMaingain

(le 22 juin)

"Beaucoup d'incantations (au CDH) mais à ce stade il reste ancré dans les vieilles mœurs politiques. DÉFI garde son cap."

@OlivierMaingain

(le 26 juin)

"Bon vent Willy Borsus et félicitations à Maxime Prévot arrivé à ses fins. Tout ce tohu-bohu pour redevenir bourgmestre. Le prétexte a été utile."

@OlivierMaingain

(le 26 juillet)

"La province de Liège détient 54 % des parts dans Publifin mais Daniel Bacquelaine ne voit pas que sa majorité (PS-MR) est concernée.

Qui protège qui ?"

@OlivierMaingain

(le 22 août)